Roms du 250 boulevard Boissière, faire vivre la solidarité !

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 10 septembre 2016

Le 28 juillet 2016 au matin, 13 familles roms de Montreuil ont été expulsées, d'une propriété municipale située au 250 Boulevard de la Boissière, où elles résidaient depuis 6 ans. Cette expulsion, exécutée par la police nationale, fait suite à un arrêté de péril avec demande d'évacuation pris par la mairie de Montreuil le 9 octobre 2015 après un incendie touchant le bâtiment fin septembre 2015.

Depuis le 28 juillet, ces hommes, dont un de plus de 70 ans, ces femmes, ces enfants, dont 4 nourrissons, dorment dans les rues de Montreuil.

Cette expulsion sans relogement tout comme l'errance dans laquelle ces familles sont depuis le 28 juillet, vivant et dormant dans les rues et sur les trottoirs de Montreuil est inacceptable et indigne.

Ces familles sont, pour la plupart d'entre elles, à Montreuil depuis plus de 10 ans. Leurs enfants y sont, pour beaucoup, nés, 6 sont scolarisés, depuis plusieurs années, dans les écoles primaires et collège de la ville. Il est donc légitime que ces montreuillois veuillent rester à Montreuil.

Cette situation est d'autant moins acceptable que les roms, dont la population qui vit en bidonville est estimée entre 17 à 20 000 personnes en France, font l'objet d'une xénophobie et d'un racisme qui s'expriment quotidiennement y compris jusqu'aux sommets de l'Etat quand Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, stigmatisait les roms et leur culture comme élément incompatible avec leur intégration en France.

Expulser les roms, les laisser à la rue, et ordonner le harcèlement policier ne fait qu'accroître les sentiments,

les propos et les actes xénophobe d'une partie de la population. A contrario, l'accompagnement vers l'accès aux droits, la scolarisation des enfants, la formation et l'accès au travail des adultes dès lors que les conditions d'hébergements ou de logements sont stables, ont montré leur efficacité pour l'insertion globale des roms en particulier à Montreuil.

Lors de l'expulsion, le 28 juillet dernier, le droit n'a pas été respecté puisque l'obligation qui incombe à l'état de réaliser un diagnostic social avant expulsion avec proposition de relogement ou d'hébergement n'a pas été réalisée.

Le gouvernement Hollande-Valls doit, maintenant, faire ce qu'il n'a pas fait auparavant : appliquer la loi et mettre en place des solutions sur la base du diagnostic social qui a enfin été réalisé. Il doit agir pour qu'un logement ou un hébergement stable soit proposé aux familles et qu'un accompagnement social pour leur insertion et la scolarisation des enfants soit engagé.

Et la ville de Montreuil, sa municipalité porteuse des valeurs de solidarité, de lutte et de résistance, et instruite de son expérience d'accueil des populations discriminée doit également prendre ses responsabilités, pour répondre à l'urgence humaine et sanitaire et agir pour la résolution de l'errance et de l'abandon institutionnel dans lesquelles se trouvent ces familles.

Pour cela, Ensemble Montreuil demande :

-Que la ville de Montreuil mobilise ses moyens et ressources, comme elle l'a en partie fait pour ce qui est de la situation administrative des familles, afin que ces familles puissent, dans cette situation d'urgence, se nourrir et avoir accès à des sanitaires.

-Que la ville de Montreuil cesse et fasse cesser le harcèlement, notamment policier, dont ces familles sont victimes.

-Que la ville de Montreuil attribue, ou obtienne d'attribuer, un lieu où ces familles pourront, provisoirement, s'installer, les enfants aller à l'école sans avoir à dormir dans la rue et

les adultes poursuivre leurs démarches d'insertions.

-Que les autorités de l'état, dirigé par le gouvernement Hollande-Valls mobilisent des moyens pour répondre à l'urgence humanitaire et sociale. Et qu'il s'engage dans la résolution durable du logement et de l'insertion des 13 familles roms de Montreuil.

-Que la ville de Montreuil agisse par tous les moyens légaux (y compris par le recours au droit de réquisition) pour que le droit au logement pour tous soit effectif.

Au travers de cette mobilisation, c'est aussi à l'ensemble des situations d'urgence, de précarité, de besoins de logements à des prix abordables et la lutte contre le racisme et la xénophobie que nous pensons.

Notre société ne peut continuer à concentrer les richesses d'un côté pour une minorité, et oublier les êtres humains et leurs besoins fondamentaux de chacun de ses membres.

Ensemble ! Montreuil le 7 septembre 2016.